

ÉTAT DES ENTREPRISES EUROPÉENNES DE L'ÉNERGIE

Crise sanitaire, transition énergétique, prix élevés de l'énergie conduisent à de profonds bouleversements du secteur énergétique.



Alors que les entreprises espèrent enfin sortir de la pandémie et que les prix des énergies atteignent des sommets en cette période pré hivernale, la COP26 les poussera-t-elle à véritablement engager leur transition énergétique vers une économie bas carbone ? Suivant les pays, le contexte est vraiment très différent en Europe.

EDF dans l'attente de décisions politiques structurantes

EDF s'est relevée de la crise sanitaire mais avec des effets qui se prolongent comme des décalages sur la maintenance des réacteurs nucléaires pour passer l'hiver. Des décisions majeures et structurantes pour son avenir continuent de se faire attendre de la part des pouvoirs publics, en particulier l'absence de décision sur l'évolution de l'Arenh (EDF doit brader 100 TWh de sa production à ses concurrents tous les ans). Cela pénalise ses rentrées de liquidités, tout comme le manque à gagner que représente l'EPR de Flamanville 3 qui n'a toujours pas démarré. Car ses besoins en investissement sont considérables pour la transition énergétique dont le nucléaire (actuel et futur)

reste un pilier majeur avec les renouvelables. Mais la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie française prévoit la fermeture de 14 réacteurs d'ici à 2035 et pour pallier ces fermetures la construction de 6 nouveaux EPR (EPR2), par paires, est à l'étude. Cette décision politique, jusqu'alors renvoyée à 2022-23, après les élections présidentielles, pourrait se précipiter avec la montée en flèche des prix...

Des prix au plus haut qui dopent les comptes 2021

Dans ce contexte de prix très hauts, EDF obtient un répit salutaire sur ses comptes et gonfle ses résultats 2021. Mais il n'en a pas été de même durant toute la décennie écoulée où EDF a creusé sa dette. Le groupe a dû faire de nombreuses cessions pour couvrir la totalité de ses investissements industriels qui dépassent les 7 Md€, dont plus de la moitié dans le nucléaire (maintenance et nouveau nucléaire).

En 2020, les investissements industriels nets étaient pourtant en retrait sur quasiment tous les segments, à l'exception des renouvelables, et le groupe a choisi de se financer en ayant recours à sa trésorerie disponible sans augmenter sa dette brute. EDF renouvelables continue de développer son parc EnR éolien et solaire, qui, une fois construit, et pour limiter les sorties de cash, est souvent vendu ou partiellement vendu : cela intéresse particulièrement la finance puisque ce sont alors des actifs "verts", sans risque et la plupart du temps avec des revenus garantis.

Côté filiales, en Italie, c'en est presque totalement fini avec le pétrole suite à la cession des actifs dans l'Exploration et Production d'Edison (E&P) fin 2020. A Enedis, le TURPE 6 (tarif d'utilisation des réseaux) entré en vigueur au 1^{er} août 2021 n'apportera que très peu de modifications. Chez Dalkia, l'activité s'est maintenue en 2020 en dépit d'un impact important de la crise sanitaire, mais les investissements y ont été limités.

Le plan de relance ouvre des perspectives intéressantes en France, en particulier pour l'efficacité énergétique qui devient centrale pour optimiser la consommation d'énergie. Pourtant, en parallèle, et en incohérence complète, le Groupe EDF a vendu TIRU perdant ainsi son savoir-faire en termes de valorisation des déchets.

Centre de supervision et de surveillance des parcs éoliens et photovoltaïques d'Europe, Colombiers, Hérault



© AGENCE REA / POPY XAVIER

Cascades de faillites de fournisseurs d'électricité au Royaume-Uni

Les Britanniques ont, eux aussi, subi de plein fouet la forte hausse de l'énergie : le prix de l'électricité est monté jusqu'à 1 600 livres le MWh !

La filiale EDF Energy a annoncé des arrêts anticipés de centrales qui dégradent son résultat financier, dans un pays déjà fragilisé par un réseau Britannique en manque d'anticipation et de moyens de production d'électricité pilotables, et alors qu'une ligne reliant la France à l'Angleterre a subi un dommage limitant de moitié sa capacité d'échange.

La Belgique pourrait sortir rapidement du nucléaire

Peut-être en 2025 ? Cela aurait des impacts sur son mix électrique avec plus de gaz. La filiale d'EDF Luminus a perdu un appel d'offre pour la construction d'une centrale gaz à Seraing. Drôle de transition énergétique, même si les décisions finales ne sont pas encore totalement prises, mais qui est très voisine de celle de l'Allemagne où le pays arrête du nucléaire non carbonné pour le remplacer par des centrales gaz. Tout ceci rend l'Europe plus dépendante des approvisionnements extérieurs... notamment Russes, aggravé récemment par des tensions entre Algérie et Maroc qui ont perturbé l'approvisionnement en gaz de l'Italie.

L'Allemagne très dépendante du fossile

En Allemagne les décisions politiques de sortie progressive du nucléaire et du charbon ont contraint les entreprises énergétiques allemandes à investir massivement dans les énergies renouvelables, à développer rapidement les réseaux et à se restructurer. RWE vient d'annoncer un investissement de 50 Md € dans le renouvelable à échéance 2030, un rythme plus de 2 fois supérieur aux investissements d'EDF Renouvelables. La partie allemande de la filiale Framatome est soumise à ces choix politiques et attend avec appréhension la formation de la nouvelle coalition. Jusque-là, les effets sur l'emploi sont modérés car les changements résultent principalement de trans-

ferts d'une entreprise à l'autre avec un nombre limité de pertes d'emplois nettes. Grâce au soutien financier de l'état allemand pour la sortie du nucléaire, les impacts économiques à long terme ne sont toutefois pas encore sensibles car l'industrie a, pour l'instant, été protégée des prix très élevés de l'électricité avec des taxes qu'elle ne paie pas. Les particuliers paient, eux, le prix fort. Mais avec le poids persistant du charbon et du gaz dans leur mix, les incertitudes liées à l'évolution des prix des fossiles, le prix du CO₂, le niveau des aides publiques, le stockage... tout ceci pourrait rapidement avoir des effets négatifs sur l'activité future du pays.

L'Italie se tourne vers les énergies renouvelables

L'Italie, très dépendante du gaz, veut se décarboner par une transition vers les énergies renouvelables. Les entreprises se restructurent mais le nombre de salariés reste relativement stable grâce au redéploiement et au développement des compétences. En 2020 les objectifs stratégiques d'EDF ont été atteints malgré un environnement défavorable. Sa filiale Edison est en négociation pour céder 49 % de son renouvelable, un an après avoir racheté en interne les actifs d'EDF Renouvelables italien... encore une histoire d'argent cash ! Chez ENEL (l'équivalent d'EDF en Italie), les renouvelables représentent 8 % du chiffre d'affaires mais 25 % de l'EBITDA (donc beaucoup d'€ !).

Une Europe de l'énergie à multiples facettes

Au final, si pour EDF la stratégie engagée en 2015 avec CAP 2030 se poursuit pour lutter contre le dérèglement climatique (efficacité énergétique, décarbonation de l'énergie, innovation et international), elle doit faire face, comme toutes les entreprises européennes, au nouveau contexte d'une énergie chère. Les semaines et mois à venir nous diront s'il s'agit d'une tendance conjoncturelle liée à une succession d'événements défavorables dans une période de reprise d'activité, ou d'une tendance plus structurelle appelée à se prolonger dans les années à venir. Mais si la Belgique décidait de sortir rapidement du nucléaire, cumulé à l'arrêt en 2022 du nucléaire allemand, nous pencherions plutôt vers une tendance structurelle...

